

**JEAN-NOËL LEQUEUE**

**COMPLIANCE**  
TENDANCES

Rencontre avec Jean-Noël Lequeue, Président de l'ALCO, l'Association Luxembourgeoise des Compliance Officers.

**Influences**

Le Luxembourg n'est pas entièrement libre de fixer sa politique en matière de compliance. Depuis 10 ans, l'Union Européenne fixe les lignes directrices via de multiples initiatives dont la dernière, la directive AIFM, vise à standardiser et à protéger les investisseurs au niveau Européen. C'est logique, car avec le passeport européen, un fonds est distribuable partout en Europe une fois qu'il est validé dans son pays d'origine. De l'autre côté, le FMI et le GAFI surveillent de près les activités du Grand-Duché : la CSSF est plus stricte, sanctionne plus vite les retards ou manquements, fait la chasse aux professionnels peu scrupuleux, mais le Luxembourg fait toujours preuve d'une grande réactivité pour transposer les lois, ce qui permet aux sociétés de la place de se positionner plus vite face à leurs concurrents étrangers.

**Le compliance officer au quotidien**

Les membres de l'ALCO sont clairement écartelés entre les vagues successives de nouvelles réglementations et les attentes de leurs collègues, qui demandent des actions très rapides pour préserver la compétitivité de leur entreprise. Ils ont souvent « le nez dans le guidon ». Mais le côté noble de ce métier consiste à respecter les règles à la lettre, mais avec un talent qui permettent une

mise en œuvre qui nuise le moins possible aux activités, voire qui les favorisent. Ainsi, si une réglementation réduit le risque pour les clients, elle crée une valeur ajoutée. Dans le cas de la domiciliation par exemple, de nombreux avocats et experts comptables sont en compétition. Ceux qui optent pour un statut PSF, synonyme de contrôle par la CSSF ne se privent pas de le mettre en avant : c'est un gage de transparence qui devient un véritable argument commercial.

**Compliance et tendances**

La surenchère réglementaire actuelle créant des obligations croissantes dans les entreprises de toutes tailles, une tendance actuelle forte est l'externalisation de tout ou partie de la compliance. Il faut en effet rester informé sur les nouvelles règles en temps réel, mais aussi orchestrer les mises en œuvre successives, à un rythme très rapide. La CSSF ayant accepté la sous-traitance totale ou partielle de la fonction de compliance, cette solution permet de mutualiser les coûts et de laisser faire des spécialistes dont l'entreprise entière dédie tout son temps à cette activité. ■

**+ D'INFOS**

[www.myofficialstory.com/jeannoellequeue](http://www.myofficialstory.com/jeannoellequeue)  
[www.icesa.lu](http://www.icesa.lu)



Jean-Noël Lequeue.

© MyOfficialStory/L.Mura